



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU NORD

Direction départementale  
des territoires et de la mer

Service eau environnement

Cellule police de l'eau

Monsieur le Directeur de Notre Logis  
Aménageur – Lotisseur

1, Place des Bleuets  
BP 126

59433 HALLUIN

Recommandé avec Accusé de Réception

*N° 1653/PE*

Lille, le

11 DEC. 2013

Monsieur le Directeur,

Dans le cadre de l'instruction de votre dossier de déclaration au titre des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement concernant :

**l'aménagement d'une zone d'habitats de 85 logements à BONDUES,**

J'ai l'honneur de vous informer que je ne compte pas faire opposition à votre déclaration. **Dès lors, vous pouvez entreprendre cette opération à compter de la réception de ce courrier.**

Cet accord est basé sur le dossier d'août 2013, déposé le 22/08/2013 par votre bureau d'études, et complété par le document de décembre 2013, déposé le 04/12/2013 par votre bureau d'études.

Un premier récépissé vous a été délivré le 04/09/2013. Toutefois, il s'avère que le projet n'est pas assujéti à la rubrique 2.1.5.0. En conséquence, un récépissé de déclaration supprimant la rubrique 2.1.5.0. a été rédigé, que vous trouverez en pièce jointe et qui annule le précédent.

Copies du récépissé et de ce courrier sont également adressées à la mairie de BONDUES pour affichage pendant une durée minimale d'un mois. Ces deux documents seront mis à la disposition du public sur le site internet de la préfecture du Nord durant une période d'au moins six mois.

Cette décision est susceptible d'un recours contentieux devant le tribunal administratif par les tiers dans un délai d'un an conformément à l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement à compter de la date de sa publication ou d'affichage en mairie. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage en mairie, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

.../...

La présente décision ne vaut qu'au titre I du livre deuxième du code de l'environnement et ne dispense pas le pétitionnaire d'obtenir les autorisations relatives aux autres réglementations (urbanisme, ...).

Ce dossier, enregistré sous le n° 59-2013-00182 est suivi par Céline GUILLEMOT (tél. 03 28 03 84 18 – courriel : celine.guillemot@nord.gouv.fr).

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'assurance de mes sentiments distingués.

---

La Responsable du  
Service Eau environnement,



Isabelle DORESSE

Copie à Monsieur le Chef de la Délégation territoriale de Lille



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DU NORD

**ANNULE ET REMPLACE LE**  
**RECEPISSE DE DECLARATION**  
**DU 04/09/2013**

**RECEPISSE DE DÉPÔT DE DOSSIER DE DECLARATION  
DONNANT ACCORD POUR COMMENCEMENT DES TRAVAUX  
CONCERNANT**

**L'AMENAGEMENT D'UNE ZONE D'HABITATS DE 85 LOGEMENTS A BONDUES**

**COMMUNE DE BONDUES**

**DOSSIER N° 59-2013-00182**

LE PRÉFET DE RÉGION NORD-PAS-DE-CALAIS

Le préfet du NORD

Officier de l'Ordre national du mérite

Chevalier de la Légion d'honneur

VU le code de l'environnement, et notamment les articles L. 211-1, L. 214-1 à L. 214-6 et R. 214-1 à R. 214-56 ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code civil et notamment son article 640 ;

VU le décret n°94-469 du 3 juin 1994 relatif à la collecte et au traitement des eaux usées mentionnées aux articles L. 372-1-1 et L. 372-3 du code des communes ;

VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) ;

VU le dossier de déclaration déposé le 22/08/2013 au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement considéré complet et régulier en date du 04/12/2013, présenté par Notre Logis, Aménageur-Lotisseur, enregistré sous le n° 59-2013-00182 et relatif à : L'AMENAGEMENT D'UNE ZONE D'HABITATS DE 85 LOGEMENTS A BONDUES ;

**donne récépissé du dépôt de sa déclaration au pétitionnaire suivant :**

**NOTRE LOGIS**

**1, Place des Bleuets – BP 126 - 59433 HALLUIN**

concernant :

**L'AMENAGEMENT D'UNE ZONE D'HABITATS DE 85 LOGEMENTS**

dont la réalisation est prévue dans la commune de BONDUES.

Les ouvrages constitutifs à ces aménagements rentrent dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement. Les rubriques du tableau de l'article R. 214-1 du code de l'environnement concernées sont les suivantes :

.../...

Rubrique	Intitulé	Régime	Arrêtés de prescriptions générales correspondant
1.1.1.0	Sondage, forage y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau. (D)	Déclaration	Arrêté du 11 septembre 2003
3.2.3.0	Plans d'eau, permanents ou non : 1° Dont la superficie est supérieure ou égale à 3 ha (A) 2° Dont la superficie est supérieure à 0,1 ha mais inférieure à 3 ha (D)	Déclaration	Arrêté du 27 août 1999

Le déclarant devra respecter les prescriptions générales définies dans l'arrêté dont les références sont indiquées dans le tableau ci-dessus et qui est joint au présent récépissé.

**Le déclarant peut débuter son opération dès réception du présent récépissé.** Au vu des pièces constitutives du dossier complet, il n'est pas envisagé de faire opposition à cette déclaration.

Copies de la déclaration et de ce récépissé sont adressées à la mairie de BONDUES où cette opération doit être réalisée, pour affichage pendant une durée minimale d'un mois pour information.

Ces documents seront mis à disposition du public sur le site internet de la préfecture du NORD durant une période d'au moins six mois.

Cette décision est susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent, conformément à l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement, à compter de la date de sa publication ou de son affichage à la mairie de la commune de BONDUES par le déclarant dans un délai de deux mois et par les tiers dans un délai d'un an. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage en mairie, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

Le service de police de l'eau devra être averti de la date de début des travaux ainsi que de la date d'achèvement des ouvrages et, le cas échéant, de la date de mise en service.

Les ouvrages, les travaux et les conditions de réalisation et d'exploitation doivent être conformes au dossier déposé.

L'inobservation des dispositions figurant dans le dossier déposé ainsi que celles contenues dans les prescriptions générales annexées au présent récépissé, pourra entraîner l'application des sanctions prévues à l'article R. 216-12 du code de l'environnement.

En application de l'article R. 214-40 du code de l'environnement, toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être porté, **avant réalisation** à la connaissance du préfet qui peut exiger une nouvelle déclaration.

.../...

Les agents mentionnés à l'article L. 216-3 du code de l'environnement et notamment ceux chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations objet de la déclaration dans les conditions définies par le code de l'environnement, dans le cadre d'une recherche d'infraction.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Le présent récépissé ne dispense en aucun cas le déclarant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

A LILLE, le **11 DEC. 2013**

Pour le Préfet et par délégation,  
La Responsable du Service Eau Environnement,



Isabelle DORESSE

**PJ : liste des arrêtés de prescriptions générales**

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à l'instruction de votre dossier par les agents chargés de la police de l'eau en application du code de l'environnement. Conformément à la loi « informatique et liberté » du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification des informations qui vous concernent. Si vous désirez exercer ce droit et obtenir une communication des informations vous concernant, veuillez adresser un courrier au guichet unique de police de l'eau où vous avez déposé votre dossier, à défaut auprès de la direction de l'eau et de la biodiversité du ministère de l'Ecologie, du Développement durable, des Transports et du Logement.



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU NORD

Direction départementale  
des territoires et de la mer

Service eau environnement

Cellule police de l'eau

N° 1654/PE

Monsieur le Maire de la commune de BONDUES  
Mairie de Bondues

16 place de l'Abbé Bonpain

59910 BONDUES

Lille, le

11 DEC. 2013

Monsieur le Maire,

Je vous prie de trouver sous ce pli, conformément à l'article R. 214-37 du code de l'environnement, un exemplaire du dossier de déclaration déposé par Notre Logis - Aménageur-Lotisseur, en date du 22/08/2013 concernant l'opération suivante :

« aménagement d'une zone d'habitats de 85 logements à BONDUES ».

Vous trouverez également, pour affichage en mairie durant une période de un (1) mois minimum, copie de la décision de monsieur le Préfet concernant cette déclaration.

A l'issue de cet affichage, je vous saurais gré de bien vouloir me retourner un certificat d'affichage correspondant signé (à l'adresse indiquée ci-dessous).

Céline GUILLEMOT, en charge de ce dossier enregistré sous le n° 59-2013-00182 se tient à votre disposition pour tout renseignement complémentaire (tél. 03 28 03 84 18 ; courriel : celine.guillemot@nord.gouv.fr).

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Maire, l'assurance de ma considération distinguée.

La Responsable du  
Service Eau Environnement,

Isabelle DORESSE

Copie à Monsieur le Chef de la Délégation territoriale de Lille



Villeneuve d'Ascq, le 21/08/2013

DDTM - NORD  
22 AOUT 2013  
COURRIER - ARRIVEE

DDTM du Nord  
Service police de l'eau  
62 Boulevard de Belfort  
BP 289  
59019 LILLE Cedex

Objet: BONDUES - Aménagement d'un lotissement sur 2,4 ha - Dépôt de dossier « Loi sur l'eau »

Courrier

le 22 AOUT 2013

DDTM du Nord / SEE

SEE	A	I	P
I. Doreuse			
S. Menecœur			
Police de l'Eau			
BCC			
PPPP			
PEE			
MISEN / AT			
OSPEAC			
A : Attribution			
I : Information			
P : Participation			

Madame, Monsieur,

Je vous prie de bien vouloir trouver ci-joint pour instruction 3 exemplaires du dossier de déclaration de l'opération citée en objet.

Le maître d'ouvrage de l'opération étant :  
NOTRE LOGIS  
1, Place des Bleuets - BP 126  
59 433 HALLUIN

Dans l'attente d'une suite que nous souhaitons favorable, nous restons à votre disposition et nous vous prions de croire, Madame, Monsieur, en l'assurance de nos sentiments distingués.

SPE 59 / REÇU LE  
23 AOUT 2013  
N° 1178

Sylvain Salomer

B.E.T. STRATE  
26 bis, rue du Président Paul Doumer  
59650 VILLENEUVE D'ASCQ  
Tél. 03 20 20 06 60  
Fax 03 20 20 06 61

PJ : Dossier Loi sur l'eau en 3 exemplaires